



Visite du DGA du FMI à Ouaga

Renforcement de la coopération entre l'institution de Bretton Woods et le Faso

LE Directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), M. Mitsuhiro Furusawa, effectue depuis ce lundi 11 septembre 2017 une visite officielle au Burkina Faso. C'est une première pour lui, en qualité de Directeur général adjoint du FMI.

En marge de ce déplacement qui intervient après la conclusion du programme économique 2013-2017 au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), il a accordé une interview exclusive à L'Economiste du Faso.

Dans cet entretien, M. Furusawa revient sur la croissance économique du pays, basée notamment sur le Plan national de développement économique et social qui privilégie les PPP.

L'Economiste du Faso: Monsieur le Directeur général adjoint, c'est votre première visite au Burkina Faso, en tant que DGA du FMI. Quel est l'objet de cette visite et quel message apportez-vous au peuple burkinabè?

M. Mitsuhiro Furusawa, DGA du FMI: Le FMI et le Burkina Faso ont bâti une étroite et longue relation de partenariat. Comme vous le savez sans doute, le Burkina Faso vient d'achever son programme économique 2013-2017 mis en œuvre avec l'appui du FMI dans le cadre de la facilité élargie de crédit. C'est donc en ami que j'ai le plaisir de visiter votre beau pays. Bien évidemment, le FMI se tient prêt à continuer à accompagner le Burkina Faso dans ses efforts visant à asseoir une croissance plus forte et durable, et à combattre la pauvreté.

Quel est votre regard sur l'économie burkinabè, et pensez-vous que les tendances actuelles puissent infléchir durablement la courbe de la pauvreté ?

Les résultats économiques du Burkina Faso sont encourageants. Après avoir enregistré une moyenne de 4 % en 2014-2015, la croissance du PIB réel s'est hissée à 5,9 % en 2016. Cette solide performance économique a aidé le Burkina Faso à combler l'écart de croissance avec la région UEMOA.

Les perspectives du pays sont globalement positives, grâce notamment à une augmentation sensible des investissements publics et à la dynamique que devraient connaître les secteurs minier et agricole. Nos estimations tablent sur une croissance du PIB réel d'environ 6,5 %,



M. Mitsuhiro Furusawa, Directeur adjoint du département Afrique du Fond monétaire international (FMI). (Ph: FMI)

à moyen terme. Cependant, des risques existent. Ils sont liés aux menaces sécuritaires, à la volatilité des prix internationaux des produits de base (or, coton, pétrole) et aux chocs environnementaux pouvant nuire à l'agriculture.

La faiblesse de l'investissement public et le déficit d'infrastructures sont considérés comme des obstacles à la croissance économique. Dans ce cas, quelles sont les réformes structurelles à mener pour dépasser ces obstacles et impulser une croissance plus élevée et mieux partagée par un plus grand nombre de Burkinabè?

Le développement soutenu des infrastructures est essentiel pour relever le potentiel de croissance du Burkina Faso. A titre d'illustration, il a été noté que l'écart entre la demande et l'offre d'électricité

nuît aux conditions de vie des ménages et à la productivité des entreprises, et exerce un effet dissuasif sur l'investissement.

Pour combler le déficit d'infrastructures, les autorités doivent réussir à renforcer l'investissement public tout en évitant toute accumulation insoutenable de la dette publique. Dans cette optique, certaines options de financement des infrastructures peuvent être privilégiées.

Ainsi, une augmentation des recettes intérieures devrait offrir le moyen le plus durable et le plus sûr de financer l'investissement dans les infrastructures. Les autorités burkinabè doivent également s'efforcer d'améliorer la qualité de la dépense.

Elles doivent notamment veiller à maîtriser les dépenses courantes, y compris en limitant la croissance de la masse salariale et en réduisant les transferts

inefficients. Les ressources ainsi dégagées pourraient être redéployées vers des dépenses d'infrastructures. L'investissement privé, y compris par le biais des partenariats public-privé, offre par ailleurs la possibilité de réduire le déficit infrastructurel du pays.

Pensez-vous que la solution des PPP soit la panacée ?

Les Partenariats public-privé (PPP) peuvent accélérer la croissance en offrant des financements pour les infrastructures qui, autrement, ne seraient pas à la disposition de l'État. En fait, une grande partie des projets du Plan national de développement économique et social (PNDES) pourrait être financée sous forme PPP.

Mais, les PPP peuvent exposer les

